Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 32 (1974)

Heft: 2

Artikel: Conditions de développement de l'entreprise privée suédoise : rétrospective et prospective

Autor: Thunholm, Lars-Erik

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-137250

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Conditions de développement de l'entreprise privée suédoise — Rétrospective et prospective[1]

Lars-Erik Thunholm

Administrateur-délégué de la
Scandinaviska Enskilda Banken,
Stockholm

Je voudrais commencer par souligner un paradoxe digne d'attention: la Suède est un pays gouverné depuis quarante ans par des socialistes, mais en dépit de ce fait, l'économie suédoise est incontestablement une économie de marché, basée sur l'entreprise privée, une économie où la libre concurrence gouverne la répartition des ressources et où les bénéfices réalisés mesurent le succès des entreprises.

Ce paradoxe ne s'explique pas facilement et il a très souvent donné lieu à des malentendus. Ma première tâche sera donc d'expliquer un peu les structures de l'économie suédoise, les contrastes des forces politiques en présence et les solutions en matière économique et sociale qui sont issues des tendances politiques opposées. Ma seconde tâche sera de formuler quelques réflexions sur l'avenir de l'économie mixte suédoise. En deux mots: la stabilité et le dynamisme actuels de l'économie suédoise seront-ils durables à longue échéance?

LE NIVEAU MATÉRIEL DE LA SUÈDE

Pour commencer, un fait incontestable: le niveau matériel, industriel, technologique et social de la Suède est très élevé. Il est peut-être difficile de faire des comparaisons internationales tout à fait valables à cet égard, mais on ne peut pas douter que le peuple suédois jouisse d'un niveau de vie économique et social parmi les deux ou trois les plus élevés du monde. La Suède est souvent citée comme l'exemple d'un pays appartenant au groupe, encore fort exclusif, des « sociétés post-industrielles ». Je ne veux pas vous fatiguer avec des statistiques, mais permettez-moi quand même de mentionner quelques indices généralement employés.

Le produit national brut par tête en Suède est inférieur seulement à celui des Etats-Unis. Il en est de même pour quelques autres indices, tels que la densité des téléphones. En ce qui concerne le nombre de voitures et le nombre de postes de télévision par habitant, nous sommes devancés par le Canada, tandis que, toujours selon les statistiques, nous sommes les lecteurs de journaux les plus avides du monde. Je ne dis pas — surtout pas à un auditoire suisse — que ce soient les meilleurs journaux du monde, mais évidemment les plus nombreux.

Un autre aspect qui est peut-être plus intéressant que ces mesures imparfaites du standard économique, c'est le niveau de vie en termes de bien-être public. Depuis très longtemps, la

---

[1] Conférence prononcée dans le cadre des Conférences économiques et sociales de Lausanne, le 1er avril 1974.

politique sociale (y compris la prévoyance sociale, les soins médicaux, la politique du logement, l'enseignement populaire, etc.,) est très avancée. Mais surtout dans la période d'après-guerre, le rythme des réformes sociales a été extrêmement rapide. De grands changements se sont produits dans les domaines de l'enseignement, des services hospitaliers, des logements, des services sociaux, etc. Il faut mentionner aussi que la répartition des salaires et des fortunes est considérablement plus égale en Suède que dans la plupart des pays industriels, et qu'un nivellement radical s'est fait pendant le siècle en cours. Nous avons eu aussi l'ambition de réaliser le principe de l'égalité des salaires pour les hommes et les femmes, ce qui a eu pour résultat que les salaires des femmes ne s'écartent plus que très peu des salaires des hommes pour le même travail, et que l'écart des salaires entre les sexes est considérablement moindre que dans d'autres pays.

TRANSFORMATION RAPIDE DE L'ÉCONOMIE SUÉDOISE

Autre fait qu'il faut souligner, c'est que la Suède a conquis cette position de tête au point de vue économique et social à une époque relativement récente, grâce à une croissance économique et à une transformation des structures assez rapides. En fait, la transformation s'est effectuée si vite que ceux qui prennent maintenant leur retraite, ont vu presque toute cette transformation se produire pendant leur vie. Au début du siècle, la Suède était encore un pays agricole, où plus de la moitié de la population vivait de l'agriculture. Le revenu brut par tête était parmi les plus bas d'Europe. Un peu moins de 30% de la population était occupé dans l'industrie et l'artisanat tandis que 10% était employé dans le commerce et les communications. Le secteur public n'employait à cette époque, avec les professions libérales, que 7% de la population. L'exportation était basée à raison de 80% sur les produits agricoles, les matières premières et divers produits peu élaborés. De même, les importations comprenaient une gamme restreinte de produits — principalement des produits alimentaires et des textiles.

Au début de ce siècle, la Suède avait ainsi une situation qui correspond largement à celle qui crée aujourd'hui l'explosion démographique dans les pays en voie de développement. L'amélioration des soins médicaux, etc., a eu pour conséquence une diminution rapide de la mortalité infantile et une augmentation radicale de la durée moyenne de vie. Le résultat a été d'abord une croissance inconfortablement rapide de la population, étant donné que la natalité n'a commencé à baisser qu'avec un certain retard. Le problème s'est résolu par une large émigration, principalement vers les Etats-Unis. De 1880 jusqu'à 1910, le nombre des émigrés s'est élevé à presque un million, c'est-à-dire à environ 30 000 personnes par an en moyenne ou 0,6% de la population. L'émigration était si grande que l'excédent des naissances a pu être réduit presque de moitié. L'émigration a ouvert de nouveaux horizons pour ceux qui quittaient le pays et elle a amélioré, pour ceux qui restaient, les possibilités d'obtenir un niveau de vie supportable. Il ne faut pas, cependant, négliger le rapport qui existe entre l'émigration et le fait que la Suède a été industrialisée relativement tard par rapport au reste de l'Europe. Si l'industrialisation s'était réalisée plus vite, cela aurait amélioré les possibilités pour les émigrants de gagner leur vie en Suède. Dans ce cas, nous aurions eu une population plus grande et nous aurions peut-être été moins dépendants de l'importation de main d'œuvre pendant l'après-guerre.

La période entre les deux guerres a vu une transformation toujours plus rapide de la société en une société industrielle moderne, et cette évolution a continué pendant les années 50 et 60. Le taux de croissance économique en Suède pendant la période entre les deux guerres mondiales a été, à l'échelle internationale, exceptionellement rapide. Le volume de la production industrielle a augmenté de 5,1% par an pendant la période de 1924 à 1950, chiffre qu'il faut comparer avec une diminution de 0,1% pour le monde entier, à l'exception de l'Union soviétique. L'industrialisation a entraîné un afflux massif de gens vers les villes, où l'industrie et l'artisanat ont vu leur part de l'emploi passer de 28 à 43% en un demi-siècle. En même temps, la part de la population employée dans l'agriculture a diminué fortement. Elle n'a d'ailleurs pas cessé de baisser et elle est maintenant de 8% seulement. Au cours des dernières décennies, cependant, nous nous sommes trouvés en face des nouvelles tendances qui caractérisent la société post-industrielle. Ce n'est plus l'industrie qui croît en nombre d'employés. La société industrielle cède la place à la «société de services» avec une proportion croissante de la population engagée dans le secteur public et dans les entreprises de services privées.

La société agricole était caractérisée par une indépendance économique marquée, un commerce extérieur restreint et une croissance assez lente. La Suède moderne, pour sa part, se caractérise par une spécialisation accrue, un commerce extérieur en rapide expansion et un niveau de vie croissant. La transformation intervenue se reflète aussi dans le fait que nous sommes devenus un peuple urbain, avec tous les problèmes que cela entraîne. Plus de 70% de la population vit maintenant dans des agglomérations urbaines contre 30% au début du siècle.

La transformation de la Suède que je viens d'esquisser a été basée en grande partie sur le dynamisme inhérent à la libre entreprise et à une vie économique libérale. Toutefois, il ne s'agit pas seulement d'un simple déterminisme économique: les progrès sont intimement liés à l'activité déployée par des hommes entreprenants. Des chefs d'entreprises libres ont, par leur travail, leur intelligence et leur énergie, créé l'industrie suédoise. Les structures ont changé radicalement. Les petites entreprises locales se sont développées en groupes industriels à l'échelle, souvent avec un réseau multinational. Mais, la capacité d'innovation et le dynamisme évolutionniste dont les entreprises suédoises ont fait preuve pendant les premières décennies de notre siècle, ont aussi une origine extérieure. Des ingénieurs suédois, versés dans les langues et dans les sciences techniques, ont transmis avec succès à l'industrie suédoise les expériences acquises pendant les voyages et les stages effectués dans divers pays du monde. Depuis le temps des «Vickings», les Suédois ont été des voyageurs passionnés et l'industrialisation du pays en a bénéficié. Les banques privées ont aussi joué un rôle important dans cette expansion en développant leurs activités et la gamme de leurs services au profit de la croissance industrielle. 95% de l'industrie suédoise est aujourd'hui en mains privées. Ce pourcentage reste invariable depuis nombre d'années et personne ne s'attend à un rapide changement. Mais comment ce chiffre s'accorde-t-il avec la notion internationale de la Suède, pays socialiste? Le gouvernement social-démocrate, qui a été au pouvoir pendant plus d'une génération, n'a-t-il laissé aucune trace?

Je vais essayer d'expliquer ce paradoxe et vous indiquer quelques facteurs qui ont été d'une importance primordiale pour créer les conditions de développement de l'entreprise privée en Suède. D'où sont venues les impulsions nécessaires au développement et quels facteurs ont contribué à donner à celui-ci un rythme aussi rapide? Voilà la question.

RESSOURCES EN MATIÈRES PREMIÈRES

Si l'on se place dans une perspective historique, on peut constater que les premières phases de l'évolution de l'économie suédoise moderne ont suivi un modèle tout à fait classique. C'est dans le cadre de l'évolution économique générale de l'Europe occidentale qu'il faut voir le début de l'industrialisation suédoise durant la seconde moitié du XIXe siècle. L'impulsion est surtout venue de la demande internationale de produits que la Suède, grâce à ses ressources naturelles, pouvait fournir en abondance. Celles-ci consistaient essentiellement en minerais pour la production du fer et forêts pour les produits du bois. A ces deux facteurs, on doit encore ajouter l'énergie contenue dans nos fleuves. Le fer, le bois, la force hydraulique — voilà les trois éléments fondamentaux qui ont été à l'origine de l'évolution économique de la Suède. Sans l'exportation du fer et du bois nous n'aurions pas pu importer les capitaux nécessaires pour pouvoir dompter nos fleuves, construire une infrastructure et industrialiser le pays. Mais ces ressources n'étaient que la base et le début. C'est vers la fin du XIXe siècle que commença à se développer l'industrie mécanique qui, essentiellement fondée sur d'importantes inventions suédoises, devait prendre une place de plus en plus importante dans l'ensemble des activités industrielles du pays. Ainsi nos exportations sont aujourd'hui dominées par des produits mécaniques et des marchandises présentant un degré de technicité de plus en plus haut, même si les produits basés sur le minerai de fer et le bois jouent encore un rôle important.

UNE ÉCONOMIE D'EXPORTATION

Un autre facteur décisif pour l'évolution économique de la Suède, c'est qu'elle a toujours été orientée vers le marché des exportations. Dès le commencement de l'exploitation des ressources naturelles du pays, un vaste marché extérieur s'est ouvert à sa production. Aux produits de base tels que le fer, le bois et le papier, se sont ajoutés peu à peu les outils, les turbines à vapeur, les séparateurs de lait, les roulements à billes, les équipements électriques et téléphoniques, etc. Bien entendu, le commerce extérieur a toujours deux faces. Le rythme des importations a suivi celui des exportations. Les avantages que nous ont offert les exportations comme base même des activités industrielles nous ont fait comprendre la nécessité pour la Suède d'appliquer une politique de libre-échange et de bas tarifs douaniers, telle qu'elle avait été lancée en Angleterre au XIXe siècle. En Suède, la doctrine du libre-échange fut entérinée par le Parlement au milieu du siècle dernier et depuis lors elle n'a pas été contestée.

L'industrie suédoise a donc, depuis le début, dû faire face à la concurrence internationale. Celle-ci frappe non seulement les entreprises exportatrices, mais également les industries tournées vers le marché domestique, qui ont vu leurs produits entrer en compétition avec des produits importés.

Cette acceptation de la concurrence internationale et cette orientation vers l'exportation — conditions «sine qua non» d'une production efficace et d'une expansion économique rapide — expliquent en partie les structures qui caractérisent aujourd'hui notre production et notre commerce. Le marché domestique est trop petit pour permettre de produire les grandes séries qui sont devenues une nécessité dans beaucoup d'industries à haute technicité ayant à supporter des coûts de développement élevés. Ce fait a eu pour conséquence une forte

internationalisation de l'industrie suédoise. Un grand nombre de nos sociétés exportatrices les plus connues, telles que SKF, la Compagnie Suédoise des Allumettes, Ericsson, Atlas Copco, etc., sont devenues des entreprises multinationales bien avant que ce terme ait commencé à être utilisé, que ce soit comme qualification objective ou comme invective.

Ce processus est bien connu en Suisse, l'industrie de ce pays ayant suivi exactement le même cours. Les entreprises suédoises se sont rapidement rendu compte de l'avantage qu'on peut tirer d'une présence à proximité de ses marchés. Les implantations à l'étranger nous ont permis de pénétrer, de conserver et d'élargir nos marchés étrangers. La connaissance des conditions locales qui a été ainsi acquise a été très utile pour d'autres entreprises suédoises qui sont entrées plus tard sur les mêmes marchés. Les implantations à l'étranger ont par ailleurs permis de tirer profit des avantages « comparatifs » des différents pays, sous forme de matières premières, d'énergie, de main-d'œuvre, etc. Il est difficile de nommer une grande entreprise industrielle suédoise qui ne soit pas multinationale en ce sens qu'une partie de sa production se fait dans des installations situées à l'étranger.

Ces dernières années ont vu l'Europe découpée en plusieurs groupements économiques rivaux. Conformément à notre prédilection pour le libre-échange, la Suède s'est souvent faite l'interprète d'un désir de voir s'intensifier le commerce entre les pays européens.

En raison des ambitions politiques nourries par le Marché commun, il n'a pas été possible pour la Suède d'y adhérer; c'est pourquoi l'Association Européenne de Libre-Echange (AELE) a été créée afin d'offrir une alternative au Royaume-Uni et aux pays neutres. Depuis que la Grande-Bretagne et le Danemark ont quitté l'AELE en adhérant au Marché commun, les pays neutres ont naturellement cherché à contrebalancer les conséquences de ces départs, en concluant des accords commerciaux avec la CEE, tout en maintenant et en intensifiant la coopération au sein de l'AELE. C'est notre ambition de travailler de cette façon au profit d'une libéralisation des échanges commerciaux, en coopération avec la CEE, au sein du GATT et en contact aussi avec les pays de l'Est.

MAIN-D'ŒUVRE ET PRODUCTIVITÉ

J'ai déjà indiqué que les ressources en matières premières et l'orientation vers l'exportation étaient deux facteurs primordiaux pour l'évolution économique de la Suède. Une troisième circonstance très importante est le fait que la Suède bénéficie depuis très longtemps d'un marché de l'emploi calme et stable. Les conditions nécessaires pour créer une telle stabilité étaient réunies, du fait que la population est peu nombreuse, homogène et de tempérament flegmatique. Sur la base d'un accord de paix général, la plupart des conflits du travail ont pu être résolus par voie de négociations. Les grèves sont devenues des exceptions assez rares en Suède. Cette paix a été facilitée aussi par le fait que les services sociaux ont pu être développés au même rythme que la croissance économique. Certains avantages sociaux ont été négociés dans les contrats collectifs entre le patronat et les syndicats, d'autres proviennent de décisions parlementaires. Une combinaison de ces deux niveaux de décision n'est pas rare et une décision politique générale est souvent élaborée en détail dans les négociations entre partenaires sociaux.

La politique sociale de la Suède a pour but de garantir aux citoyens la sécurité, depuis le berceau jusqu'à la tombe, moyennant un système d'allocations familiales obligatoires, de soins médicaux gratuits, de prestations aux étudiants, d'allocations en cas de maladie et de chômage ainsi que de pensions. Il est vrai que cette politique n'a pas été sans complications. Elle a dû être financée par une augmentation rapide des charges sociales à payer par les employeurs ainsi que par des impôts payés par les salariés. Cette augmentation des charges fiscales a, à son tour, accéléré le rythme de l'inflation. D'un autre côté, il faut remarquer que la paix qui a régné sur le marché suédois du travail a contribué à une amélioration remarquable de la productivité, laquelle a elle-même rendu possible une hausse considérable des salaires.

La Confédération générale du travail a œuvré énergiquement en faveur d'une égalisation des salaires entre les entreprises et n'a pas accepté de grands écarts entre les salaires pour le même travail, en refusant de tenir compte de la rentabilité des différentes sociétés. Cette politique salariale, dite «solidaire», a reçu une nouvelle dimension pendant ces dernières années. Ainsi on a réduit les écarts entre les salaires en favorisant dans les négociations collectives les bas-salariés. Le résultat a été une pression extrêmement forte sur les coûts, qui a obligé les entreprises à effectuer des rationalisations et des investissements très coûteux. Des entreprises non rentables ont disparu ou ont été absorbées dans des fusions. Le résultat a été une transformation structurelle exceptionnellement rapide, qui a frappé non seulement l'industrie, mais aussi d'autres secteurs de l'économie, tels que le commerce, les banques et les compagnies d'assurances. Cette transformation a certainement contribué à une augmentation rapide et remarquable de la productivité de l'industrie suédoise dans son ensemble. Mais on peut se demander si cette restructuration n'a pas été trop rapide et si de petites entreprises et une partie de la main-d'œuvre âgée n'ont pas été inutilement sacrifiés dans ce processus.

LE RÉGIME FISCAL APPLIQUÉ AUX ENTREPRISES

J'en viens maintenant à une circonstance qui a fortement influencé les structures industrielles de la Suède. C'est le régime fiscal appliqué aux entreprises.

J'ai déjà dit que la «société de bien-être» a dû être financée moyennant des impôts de plus en plus élevés. En fait, les charges fiscales sont en Suède parmi les plus lourdes du monde. Les impôts et les charges correspondent aujourd'hui à environ 50% du PNB. La structure des impôts en Suède se distinguait auparavant de celle des autres pays par un fort accent mis sur les impôts directs sur les revenus, la fortune etc. Depuis 1960, nous avons adopté un impôt sur la vente qui, au début, était de 2,4% du prix de la marchandise, mais qui a depuis lors été élevé successivement pour atteindre aujourd'hui 15% de ce prix. Cette taxe à la valeur ajoutée (TVA) fournit une part grandissante des revenus de l'Etat et les impôts indirects représentent maintenant la part principale de ceux-ci.

Ce ne sont pas seulement «les riches» qui souffrent des impôts extrêmement élevés. Si nous prenons un ouvrier moyen de l'industrie, celui-ci gagne, environ 35 000 couronnes par an, dont il doit abandonner plus d'un tiers, soit 35%, pour payer ses impôts. Mais, étant donné que nous avons un système fiscal progressif, l'impôt sur les augmentations de salaire est encore considérablement plus élevé: environ 60% pour un revenu moyen. Le résultat combiné de la

forte inflation et de ces impôts marginaux est que les salariés n'ont actuellement presque aucune possibilité d'améliorer leur niveau de vie réel. Le fait est que les impôts ont déjà touché le plafond et ne peuvent être plus élevés si nous voulons éviter de sérieux effets négatifs sur la volonté de travail et sur la morale fiscale.

Certes, si on fait une comparaison internationale, la charge fiscale en Suède est presque «hors concours». Mais il y a une exception assez remarquable, voire même paradoxale. C'est que le régime fiscal appliqué aux entreprises est plutôt favorable. Il est vrai que les impôts directs sur les bénéfices d'une société anonyme s'élèvent à environ 56%, ce qui correspond assez bien à l'imposition dans d'autres pays industriels. Mais une entreprise en croissance peut toujours échapper à une grande partie de la charge fiscale grâce à des dispositions assez favorables en matière d'amortissements et de provisions internes. Par exemple, les règles fiscales prévoient une période maximum de cinq ans pour l'amortissement des machines et des équipements; les stocks peuvent être dépréciés jusqu'à 40% de leur valeur; les entreprises peuvent mettre une certaine part de leurs bénéfices de côté dans des fonds internes destinés au financement des investissements futurs — et tout cela est accepté par le fisc en déduction des bénéfices imposables. Ainsi, les entreprises suédoises ont de larges possibilités de réduire, tout à fait légalement, leurs revenus déclarés, lorsqu'elles continuent à développer leurs activités.

Toutes ces règles concernant l'imposition des entreprises sont basées sur l'idée de faciliter l'expansion des entreprises, les investissements et l'innovation industrielle. Je l'interprète comme une preuve d'expérience et de bon jugement de la part de nos législateurs, et comme une manifestation de leur attitude positive vis-à-vis de l'industrie. Malheureusement, je dois constater que ce sont les grandes entreprises qui bénéficient le plus de ce système expansionniste et que la situation se présente sous un aspect considérablement plus sombre pour les petites entreprises de famille. L'effet conjugué des impôts très élevés sur les revenus individuels et des impôts sur les successions et sur les fortunes, rend très incertain l'avenir de ces entreprises.

L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ EN PÉRIL?

J'ai cité plusieurs des facteurs qui ont constitué la «force motrice» qui est à l'origine de l'évolution rapide de l'économie suédoise. On pourrait en ajouter d'autres, comme par exemple le fait que le système bancaire a été étroitement lié à la transformation industrielle, comme dans les autres pays. Mais en somme, ce qu'il faut souligner c'est que l'économie suédoise a pu se développer selon le système de l'entreprise privée, du libre marché et de la libre concurrence ainsi que grâce à une stabilité politique et sociale assez remarquable. Ce qui a été très important, c'est que la social-démocratie, pendant ses quarante années de pouvoir et jusqu'à présent, a eu une attitude tout à fait pragmatique à l'égard de l'ordre économico-politique de la société. Il y a toujours eu des phalanges intransigeantes, il faut le dire, mais jusqu'ici ce sont les révisionnistes qui ont tenu le gouvernail. Il est vrai que le Parti social-démocrate a inscrit dans son programme la socialisation des moyens de production, mais c'est là de la théorie. On a jusqu'ici renoncé à des nationalisations radicales, en optant pour un dirigisme visant plutôt l'emploi du résultat de la production. On a aussi veillé à créer une économie de marché, qui fonctionne, tout compte fait, d'une manière satisfaisante.

Il est évident que les sociaux-démocrates ont jusqu'ici nourri une certaine admiration, bien que, peut-être, à contrecœur, pour l'industrie privée et pour la flexibilité et le dynamisme dont elle fait preuve. Je pense que cela est la raison principale du fossé qui s'est creusé entre l'ancienne génération des sociaux-démocrates, qui ne considère pas la socialisation comme un objectif en soi, et la nouvelle génération, qui se méfie a priori de l'industrie. Mais la situation politique peut aussi y être pour quelque chose, étant donné que, durant leur longue administration, les sociaux-démocrates n'ont disposé seuls d'une majorité absolue au Parlement que pendant de courtes périodes et qu'ils n'ont pas voulu courir le risque d'un changement de régime.

Le tableau que je viens d'esquisser de l'économie devrait m'autoriser à exprimer sans réserve ma confiance en l'avenir de l'industrie suédoise. Les exportations surtout ont connu un développement très favorable pendant ces dernières années et nos réserves de devises étrangères sont assez importantes pour nous permettre d'envisager, même l'augmentation du prix du pétrole, avec un certain calme. Nous pouvons toujours nous réjouir de l'esprit d'initiative des particuliers, qui créent de nouveaux marchés. Le dynamisme et la volonté d'entreprendre existent donc, le progrès technologique aussi. Nous voyons toujours naître de nouvelles entreprises et les petites sociétés devenir de grandes unités. Mais, malgré cette constatation plutôt optimiste, il faut avouer aussi qu'il y a des tendances dans notre développement que je trouve nettement inquiétantes et qui pourraient affaiblir le dynamisme de notre évolution économique.

LE SECTEUR PUBLIC ET LES IMPÔTS

Ainsi, je crains que les impôts — de plus en plus lourds, surtout pour les particuliers — et que le secteur public grandissant, n'étouffent la force de développement de l'économie. Le poids actuel des impôts n'est pas accepté de bon gré par les salariés et on s'efforce par conséquent, dans les négociations salariales, de compenser l'effet des impôts marginaux, ce qui se traduit par une inflation des coûts. Les petites entreprises — surtout celles à haute intensité de main-d'œuvre — doivent faire face à des conditions de plus en plus rudes et sont écrasées entre les impôts sans cesse plus lourds et les hausses de salaire. Pour faire pencher la balance et redonner aux petites entreprises les mêmes possibilités d'expansion que les grandes sociétés, il faudrait créer un système fiscal pour les entreprises qui soit « neutre » à l'égard de la taille et de la structure des sociétés. Les petites entreprises sont indispensables pour sauvegarder le dynamisme de l'économie et une forte concentration de l'industrie n'est dans l'intérêt de personne.

Le secteur public s'est accru beaucoup plus rapidement que la production totale pendant ces dernières années. Il y a dans le secteur public nombre d'activités qui sont à la fois nécessaires et d'une grande valeur, mais je vois quand même avec appréhension que ce secteur supplante graduellement la production de marchandises et de services du secteur privé. Il ne s'agit pas seulement du fait que la liberté de choix des consommateurs est restreinte lorsque l'activité privée est remplacée par une activité publique. Ce qui est encore plus inquiétant c'est que cette tendance pourrait freiner le développement des exportations du pays. Après tout, nous ne pouvons guère exporter les services publics. Il devient de plus en plus évident que, pour corriger ces tendances, la Suède devrait soumettre à un examen critique l'extension et les formes de ses activités publiques.

PLANIFICATION

Une autre tendance inquiétante est la «radicalisation» de la social-démocratie que nous avons vue en Suède ces dernières années. Il est remarquable que cette évolution se soit produite à une époque où son assise parlementaire est devenue de plus en plus fragile. Il me semble que la raison en est qu'une nouvelle génération commence à prendre le relais. L'ancienne équipe de pragmatistes économiques, ayant une vue d'ensemble sur les réalisations en matière de croissance économique et d'égalisation, est en voie d'être remplacée par de jeunes dialecticiens. Ceux-ci ont peu d'expérience personnelle de la société et se permettent par conséquent de présenter des projets, dont les effets à long terme sont difficiles à juger ou sont même négatifs.

Les «radicaux» n'acceptent pas le principe de l'économie de marché et accordent leur confiance à une économie planifiée toujours plus accentuée. Certaines propositions faites au Parlement et le programme du parti montrent qu'ils n'entendent pas se borner à une planification générale ordonnée par l'Etat. Leurs ambitions visent à la gestion des activités industrielles depuis les départements et les administrations publiques par le biais d'un contrôle des investissements. Si nous faisons abstraction des ambitions extrémistes, les objectifs en matière de nationalisation se limitent aux banques, à l'industrie pharmaceutique, à la distribution du pétrole et, éventuellement, à quelques autres branches d'activité jugées indispensables. En outre on veut s'engager dans certains secteurs, tels que les matériaux de constructions, par la création d'entreprises étatiques, bien que les expériences faites jusqu'à présent ne puissent pas être qualifiées d'heureuses. A vrai dire, je pense personnellement que beaucoup de ces projets reposent sur des fondements assez instables, et je ne peux l'expliquer que par l'ignorance presque totale dont font preuve les promoteurs de ces idées. Je suis aussi convaincu que cette nouvelle orientation n'a pas le soutien du peuple.

CONCLUSIONS

Je pense que la Suède se trouve à un carrefour. Le durcissement de la politique et de la tactique social-démocrate a suscité une confrontation politique. Cette situation s'est créée bien que les électeurs du pays aient de plus en plus nettement pris position contre les augmentations d'impôts et contre le dirigisme.

Les prochaines années seront décisives pour le développement de la Suède pendant une longue période. Réussirons-nous à sauvegarder l'économie de marché qui, grâce à son dynamisme, nous a jusqu'ici permis de réaliser des progrès économiques et sociaux rapides, ou glisserons-nous vers un système de planification économique qui mettra un frein aux forces créatrices de l'économie et de la société en général? Voilà une question à laquelle il est difficile de trouver une réponse définitive et qui dépend surtout de l'évolution politique des années à venir.

Il y a toujours un solide fonds de vitalité, de volonté et d'esprit d'initiative dans la société suédoise, tant sur le plan individuel que collectivement. La Suède est devenue ce qu'elle est en l'espace de quelques décennies au commencement du siècle grâce aux efforts d'un nombre restreint d'hommes. Ceux-ci ont eu confiance en leur propre capacité, ils ont tiré profit des ressources que leur pays leur offrait et ils ont créé quelque chose dont nous avons de bonnes

raisons de leur être reconnaissants. C'est à nous maintenant de témoigner la même confiance à l'entreprise privée et à l'esprit d'initiative que l'on fait nos ancêtres au début du siècle. Tout indique que nous avons aujourd'hui plus d'hommes que jamais, qui sont prêts à continuer sur la voie que nous avons tracée, mais il faut éviter de leur lier les mains par une planification bureaucratique et dirigiste. Je crois en la décentralisation des décisions, qui caractérise l'économie de marché. J'estime que les décisions devraient être prises à un niveau proche de ceux qu'elles concernent. Mais j'ai peur que ces constatations ne paraissent que trop évidentes ici en Suisse, dans ce pays qui possède, plus qu'aucun autre, des traditions d'autonomie administrative régionale et locale, et un haut respect des intérêts de l'individu.